



CODESRIA

CAMPUS ANNUEL DES SCIENCES SOCIALES 2006

THEME: *LE ROLE DES INSTITUTIONS DANS LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN*

APPEL A CANDIDATURES

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) a le plaisir d'annoncer la quatrième session de son Campus annuel des sciences sociales et d'appeler les candidatures des chercheurs africains à ce programme prévu **en novembre 2006, à Dakar, Sénégal**. Le Campus annuel des sciences sociales est conçu comme un dialogue de recherche avancée qui est à la fois *multidisciplinaire* et *intergénérationnel* dans sa nature. Il est organisé autour d'un thème spécifique et près de 15 chercheurs, de différentes disciplines et représentant les différentes générations de chercheurs en sciences sociales, sont conviés à y participer. Cette diversité des participants sert à promouvoir un dialogue intensif et critique entre les disciplines, et entre les différentes générations de chercheurs africains, afin d'assurer la promotion de la théorie, de la méthodologie et de la pratique. Chaque Campus est organisé pour être un exercice intensif interactif qui dure une semaine.

La participation au Campus est conditionnée par la soumission d'une proposition de recherche novatrice ou qui est l'approfondissement d'un travail en cours lié au thème du Campus. La gestion du Campus est confiée à un coordonnateur qui est aussi responsable de l'élaboration du programme de présentation des communications des lauréats et des débats lors des sessions. De plus, le coordonnateur, en collaboration avec le Centre de documentation du CODESRIA (CODICE), devra identifier les ouvrages de base qui seront utilisés par les participants au Campus. Les chercheurs dont les propositions de recherche seront sélectionnées devront présenter leur contribution, réagir aux contributions des autres participants, et entreprendre une lecture/relecture des textes fondamentaux dans le cadre d'un dialogue multidisciplinaire et intergénérationnel. À la fin du Campus, les participants seront encouragés à réviser leurs présentations et à les soumettre pour publication dans une nouvelle série appelée « *Annales du Campus annuel des sciences sociales du CODESRIA* ». Chaque publication de cette série sera éditée par le coordonnateur.

Le thème de la session 2006 du Campus annuel des sciences sociales est *Le rôle des institutions dans le développement africain*. Pendant les années 1960 lorsque les pays africains obtenaient leurs indépendances, les universitaires se référaient plus ou moins directement à l'important rôle des institutions dans le développement et suggéraient, dans le contexte des débats alors en cours, que le problème principal des pays émergents africains dans leurs efforts de construction démocratique et de développement était l'absence d'institutions « modernes ». Cette position était largement partagée mais était également fortement contestée sur des bases théoriques et empiriques. En partie à cause de la critique généralisée des approches de des courants de la modernisation, l'accent sur les institutions dans le développement tel qu'il est apparu dans les années 60 devait connaître un déclin pendant les années 1980. Il a, cependant, connu un nouvel essor, accompagné par un cadre d'analyses plus nuancé et plus sophistiqué, à la suite de la visibilité renouvelée de l'économie institutionnelle dans le sillage du Prix Nobel attribué à Douglas North. Les travaux de North inspirèrent une série d'autres études, pour la plupart établies dans le cadre plus large des débats sur le développement, qui tendaient à évaluer la nature, le rôle et l'importance des institutions, comprises en termes de règles, de normes et de valeurs, dans une transformation socio-économique réussie. Associée à cet état de fait fut la relance des notions concurrentes de confiance et de capital social dans le processus de développement. La perspective dominante qui émergeait fut que les institutions (formelles) sont importantes pour le développement et, à la lumière du sous-développement chronique de l'Afrique, le problème soulevé était l'absence d'institutions appropriées (formelles) ou leur perversion systématique par les forces du néo-patrimonialisme. Il y avait, cependant, une critique

influente, bien que moins audible qui tirait de la recherche historique comparative pour dire que les cadres institutionnels, aussi utiles qu'ils soient, n'étaient pas aussi décisifs qu'on le croyait et, dans certains cas, n'influaient carrément pas sur les résultats du développement. D'autres ont été plus radicaux dans leur critique, pointant vers l'a-historicisme courant dans le discours actuel sur les institutions et la mystification des contextes et traditions institutionnelles du Nord autour desquels est basée le discours de la plupart des tenants de la nouvelle économie institutionnelle. De plus, il est affirmé que les réformes institutionnelles en cours en Afrique, y compris particulièrement les efforts de réorganisation des droits de propriété, sont devenus un raccourci à la dépossession des travailleurs pauvres et à l'affaiblissement de la gouvernance démocratique.

Le contexte africain du débat sur les institutions a été marqué par une absence relative de voix africaines et, parmi les africanistes qui ont pris en compte les expériences du continent, la tentation a été de recourir à des formules qui découlent de et/ou sont l'écho de l'approche du « one-size fits-all » de la réforme du marché pendant les beaux jours de l'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI. En général, la discussion a ravivé ou créé une variété d'essentialismes qui viennent de différentes pathologies qui sont censées sous-tendre le supposé malaise africain. La prévalence de l'économie de l'affection, de l'économie morale, de la corruption, du néo-patrimonialisme du présidentielisme, etc. Dans les pires cas, il est suggéré que l'Afrique n'a soit aucune histoire d'institutions (formelles) ou qu'elle est affligée d'un déficit d'institutions formelles qui sont dépassées par les institutions informelles qui se sont révélées aussi réfractaires au changement qu'elles sont obstructives au développement. Dans tous les cas, ce cadre analytique suggère des interventions politiques destinées à inventer des institutions formelles. A travers l'Afrique, quels que soient le contexte local et l'histoire, les processus et structures institutionnels universels et nouveaux viennent d'en haut. La Session 2006 du Campus annuel des sciences sociales est un premier pas pour remédier aux silences, tels que perçus d'Afrique, dans le débat sur les institutions, et de là, générer de nouvelles perspectives adaptées aux circonstances et expériences historiques des pays africains. Les participants au Campus annuel des sciences sociales seront invités à développer une réflexion théorique sur la question des institutions dans le développement africain avec un accent sur la réflexion critiques transcendant les limites des discours existants, et, ce faisant, aider à faire avancer les frontières du débat en cours. Si nécessaire, ils seront encouragés à user de l'évaluation des nouvelles institutions introduites dans le cadre du calendrier de réformes des bailleurs de fonds pour étayer leurs analyses.

Les chercheurs qui réfléchissent déjà sur la problématique des institutions dans le développement de l'Afrique et qui ont des perspectives novatrices à partager avec d'autres chercheurs et la communauté académique sont invités à soumettre leurs candidatures qui devront parvenir au Secrétariat du CODESRIA au plus tard le **31 octobre 2006**. En plus d'une proposition substantielle reflétant les travaux en cours sur le thème, les candidats devront aussi envoyer un curriculum vitae récent. Les candidatures devront être envoyées à l'adresse suivante :

Le Campus annuel des sciences sociales du CODESRIA

Département Bourses et Formation

CODESRIA,

BP : 3304, CP : 18524,

Dakar, Sénégal

Tel : (221) 825 98 21/22/23—Fax : (221) 8241289

E-mail: annual-campus@codesria.org Site web: www.codesria.org